

## JOURNAL OFFICIEL

DE LA

## POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 114  
N° 27

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 30  
no Novema 1965

## ABONNEMENTS

	Un an	Six mois (Francs Pacifique)	3 mois
Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

## PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.  
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.  
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.  
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard  
6 jours ouvrables avant la parution du journal.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-  
nonces diverses : la ligne..... 30 fr.  
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.  
Publications de sociétés philanthropiques,  
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.  
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## Actes du Pouvoir Central

Décision arrêtant la liste des candidats. (J.O.  
R.F. du 19 novembre 1965 — page 10228). 521

1965 18 nov. Arrêté ministériel portant fixation, pour les dé-  
partements et territoires d'outre-mer, du nom-  
bre, de la durée et des horaires des émissions  
des candidats à l'élection du Président de la  
République sur les antennes de l'O.R.T.F. (Ar-  
rêté de promulgation n° 3514 AA du 24  
novembre 1965). 522

## Actes du Gouvernement Local

1965 26 nov. Arrêté n° 3554 AA complétant l'arrêté n° 3441  
AA du 18 novembre 1965 relatif aux bu-  
reaux de vote pour l'élection du Président de  
la République le 5 décembre 1965. 523

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

## Conseil constitutionnel.

## Décision arrêtant la liste des candidats.

Le conseil constitutionnel,  
Vu les articles 6 et 7 de la Constitution ;

Vu l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962, rela-  
tive à l'élection du Président de la République au suffrage  
universel ;

Vu les articles 2, 3, 4, 5 et 6 du décret n° 64-231 du 14 mars  
1964, portant règlement d'administration publique pour l'ap-  
plication de la loi n° 62-1292 susvisée ;

Vu le décret n° 65-628 du 28 juillet 1965 fixant pour les dé-  
partements et les territoires d'outre-mer les modalités d'ap-  
plication ou d'adaptation de certaines dispositions du décret  
n° 64-231 du 14 mars 1964 susvisé ;

Après s'être assuré de la régularité des candidatures et du  
consentement des candidats, conformément aux dispositions  
législatives et réglementaires ci-dessus visées,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — La liste des candidats à l'élection du Prési-  
dent de la République, établie par ordre alphabétique, est  
arrêtée comme suit :

- 1 — Marcel Barbu.
- 2 — Charles de Gaulle.
- 3 — Jean Lecanuet.
- 4 — Pierre Marcilhacy.
- 5 — François Mitterrand.
- 6 — Jean-Louis Tixier-Vignancourt.

Art. 2. — La présente décision sera publiée sans délai au  
Journal officiel de la République française et notifiée aux  
préfets, aux chefs de territoires et aux chefs de postes diplo-  
matiques et consulaires.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du  
18 novembre 1965.

Le président,

Gaston PALEWSKI.

**ARRÊTÉ n° 3514 AA du 24 novembre 1965 promulguant un acte du pouvoir central.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels.

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- l'arrêté du 18 novembre 1965 portant fixation, pour les départements et territoires d'outre-mer, du nombre, de la durée et des horaires des émissions des candidats à l'élection du Président de la République sur les antennes de l'O.R.T.F. (J.O.R.F. du 19 novembre 1965 - page 10228).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 24 novembre 1965.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

**H. BERRE.**

**ARRÊTÉ MINISTÉRIEL du 18 novembre 1965 portant fixation, pour les départements et territoires d'outre-mer, du nombre, de la durée et des horaires des émissions des candidats à l'élection du Président de la République sur les antennes de l'O.R.T.F.**

Le ministre de l'information,

Vu la loi n° 64-621 du 27 juin 1964 portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française ;

Vu le décret n° 64-231 du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et notamment son article 12 ;

Vu le décret n° 65-628 du 28 juillet 1965 fixant pour les départements et les territoires d'outre-mer, les modalités d'application ou d'adaptation de certaines dispositions du décret n° 64-231 du 14 mars 1964 susvisé, et notamment son article 16 ;

Vu le décret n° 65-908 du 28 octobre 1965 portant convocation des électeurs pour l'élection du Président de la République ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel arrêtant la liste des candidats ;

Après consultation de la commission nationale de contrôle de la campagne électorale ;

Après consultation du conseil d'administration de l'Office de radiodiffusion-télévision française,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>.— La retransmission des émissions prévues à l'article 12 du décret n° 64-231 du 14 mars 1964 aura lieu sur les antennes de radiodiffusion et, le cas échéant, de télévision de l'O.R.T.F. dans chacun des départements et territoires d'outre-mer aux dates et heures *locales* indiquées ci-dessous :

**Nouvelle-Calédonie et Polynésie française***Emissions radiodiffusées.**Emissions télévisées.*

JOUR	DURÉE	HEURES	JOUR	DURÉE	HEURES
Mercredi 24 novembre.	28 minutes.	Entre 19 h 30 et 20 heures.	Mercredi 24 novembre.	28 minutes.	Entre 20 heures et 20 h 30.
Jeudi 25 novembre....			Jeudi 25 novembre.....		
Samedi 27 novembre...	28 minutes	Entre 12 heures et 12 h 30.	Vendredi 26 novembre		
Dimanche 28 novembre	et				
Lundi 29 novembre au jeudi 2 décembre inclus.	28 minutes.	Entre 19 h 30 et 20 heures.			
Vendredi 3 décembre.	48 minutes (par période de 8 minutes commençant au début de chaque quart d'heure).	Entre 20 heures et 21 h 30.	Vendredi 3 décembre.	48 minutes (*) (par période de 8 minutes commençant au début de chaque quart d'heure).	Entre 20 heures et 21 h 30.

(\*) Sous réserve des possibilités de transport et pour la Polynésie française seulement.

Art. 2.— En cas d'incident technique interrompant la diffusion d'une tranche d'émission sur l'ensemble d'un département ou d'un territoire d'outre-mer, l'émission correspondante est prolongée du temps nécessaire si la diffusion peut être reprise avant l'heure normalement prévue pour la fin de ladite émission.

Dans le cas contraire, un nouvel arrêté pris dans les mêmes formes fixera la date et l'heure auxquelles la ou les tranches d'émission considérées pourront être diffusées à nouveau.

Art. 3.— Le directeur général de l'Office de radiodiffusion-télévision française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 1965.

Alain PEYREFITTE.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 3554 AA du 26 novembre 1965 complétant l'arrêté n° 3441 AA du 18 novembre 1965 relatif aux bureaux de vote pour l'élection du Président de la République le 5 décembre 1965.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret modifié n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale ;

Vu la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;

Vu le décret n° 64-231 du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 6 novembre 1962 précitée ;

Vu le décret n° 65-628 du 28 juillet 1965 fixant pour les départements et les territoires d'outre-mer les modalités d'application ou d'adaptation du décret du 14 mars 1964 précité et notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 65-908 du 28 octobre 1965 portant convocation des électeurs pour l'élection du Président de la République ;

Vu l'arrêté n° 3441 AA du 18 novembre 1965 relatif aux bureaux de vote pour l'élection du Président de la République le 5 décembre 1965,

Arrête :

Article 1er.— Un troisième bureau de vote sera ouvert dans la nouvelle école de la commune de Pirae.

Art. 2.— Le bureau de vote n° 6 de Moruroa (Australes) sera présidé par M. Teinaore Raiono.

Le bureau de vote n° 2 de Fangataufa (îles du Vent) sera présidé par M. Legall (SODETRA).

Le bureau de vote n° 6 de Fangataufa (îles Australes) sera présidé par M. Maha Araifenua.

Le bureau de vote de Puohine (Raiatea — îles Sous-le-Vent), sera présidé par M. Temarahi Matanoa.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 26 novembre 1965.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.